

paraît-il pas possible, lorsqu'on doit construire des routes et des chemins de fer et des installations de services pour ces usines, de les utiliser aussi pour aménager des municipalités?

Ne semble-t-il pas plausible et pratique d'utiliser une partie de nos terres pauvres à cette sorte d'habitation et de créer les services nécessaires au développement d'une ville ou de communautés satellites où les gens puissent habiter, au lieu d'utiliser une terre arable qui nous est essentielle pour produire la nourriture dont nous avons et aurons besoin?

Nous devons envisager de nouvelles politiques et de nouvelles façons de construire. Nous ne pourrions pas toujours entasser les gens dans des tours d'habitation parce que ceux-ci ne peuvent pas supporter ce genre de vie qui, comme chacun sait, ne plaît pas à tout le monde. Nous sommes aux prises avec des problèmes lorsque nous parlons de réserves foncières. Nous devons disposer de terrains pour créer l'espace nécessaire à la construction parce que nous ne saurions sans ennui obliger les gens à vivre entassés les uns sur les autres. Nous ne tolérerons plus le programme qui a été suivi et en vertu duquel les terres agricoles autour des municipalités déjà établies sont liées par des règlements municipaux, provinciaux et fédéraux, terrains que les propriétaires eux-mêmes ne peuvent lotir, qui demeurent inutilisés et qui pourraient servir à l'agriculture jusqu'à ce qu'ils soient désignés à servir à des fins domestiques ou industrielles.

Pour solutionner ce problème, il faudrait constituer une banque de terrains sur lesquels nous exercerions un contrôle absolu et dont nous aurions la responsabilité. Le gouvernement cherche à mobiliser ces terres dont la valeur augmente chaque année à cause de l'expansion que prend l'habitation. Les propriétaires actuels de ces terres, les agriculteurs, auront à payer des impôts fabuleux ou un impôt sur les gains en capital, ce qui évidemment les empêchera de tirer profit de l'exploitation de leurs propres terrains. Ce sont les spéculateurs et non les propriétaires des terrains qui feront les profits.

La situation ne justifie-t-elle pas qu'un ministère du gouvernement soit chargé de prendre possession de ces terres et de garantir deux choses: un prix raisonnable à celui qui s'y installera et un profit raisonnable au propriétaire du terrain. Il faut aborder le problème de l'habitation avec un esprit pratique. Ce n'est pourtant pas ce que nous faisons. Quelque chose ne va pas.

Il y a quelques semaines, je suis allé visiter un nouveau projet d'habitations qui m'intéressait. Je me rendis au bureau de vente de maisons neuves; en face de moi, un jeune couple demandait qu'on révise leurs versements. Ils payent \$186 par mois pour leur maison, et après trois ans à ce régime-là, ils n'avaient remboursé que \$69 du capital—tout le reste allait aux dépenses, assurances et intérêts. Comment pourraient-ils jamais se payer une maison? Voilà ce qui ne va pas avec le programme de logement du gouvernement actuel. Comment le gouvernement peut-il ne pas s'en rendre compte?

M. Gilbert: Ce sont vos mécanismes financiers.

M. Danforth: Ce qui m'inquiète, c'est que le ministre semble plus intéressé à demander aux gens de lire ses discours que d'amener son parti à trouver une solution.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Le plus beau discours du monde ne résoudra pas le problème. Il faut élaborer une politique sans

[M. Danforth.]

suivre les principes traditionnels, car cela ne marche pas; c'est prouvé. Il faut prendre de nouvelles orientations. C'est le moment de le faire, d'après moi. Quel pays étrange que celui dans lequel nous vivons, où l'on cherche désespérément des maisons et où certaines personnes vivent dans des tentes alors que les agriculteurs abandonnent leurs fermes à cause de la politique agricole du gouvernement actuel et que ces fermes tombent en ruines parce qu'elles ne sont pas occupées.

L'impôt foncier des agriculteurs est tellement élevé que ceux-ci ne peuvent pas se permettre d'entretenir leur logement. Des maisons sont détruites, brûlées ou tombent en ruines alors qu'on en a tellement besoin au Canada; le gouvernement actuel n'est même pas conscient de la situation. Mon collègue m'a parlé de propriétaires qui ont arraché le toit de leur maison de manière à payer moins d'impôts. Voilà ce qui se passe.

Une voix: Ne croyez pas tout ce qu'il dit.

M. Danforth: Il n'est pas question de croire, il est question de s'attrister, et le gouvernement ne le voit pas. On ne saurait s'enorgueillir de ses réalisations quand des gens n'ont pas de logements au Canada. Nous parlons d'une société opulente, et pourtant des gens vivent dans des mansardes où l'on ne garderait même pas un animal. En désespoir de cause, les gens y habitent parce qu'ils ont un toit au-dessus de leur tête. C'est ce qui se produit au Canada aujourd'hui, et on parle ensuite des réalisations du gouvernement. J'aimerais avoir le loisir d'en parler.

Une voix: Allez-y, il vous reste encore 10 minutes.

M. Danforth: Nous pouvons revenir à une demande de mon parti et d'autres partis de ce côté-ci de la Chambre pour que le gouvernement allège directement le fardeau des propriétaires en supprimant la taxe de vente sur les matériaux de construction. Cette initiative rendrait immédiatement possible aux propriétaires à tous niveaux d'acheter des maisons à meilleur compte. Or le gouvernement ne veut même pas y songer.

Nous l'avons entendu parler de placer des millions de dollars dans une banque de terrains, et pourtant il nous affirme qu'il ne peut supprimer la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction parce qu'il y perdrait quelques millions. Une mesure législative est indispensable pour venir en aide à ces gens sur-le-champ. Ce serait scandaleux et honteux si le gouvernement actuel retardait la présentation de ce projet de loi nécessaire, simplement parce qu'il tente désespérément de gagner les prochaines élections. C'est une façon d'agir méprisante, mais nous devons nous y attendre. Le gouvernement a eu tout le temps voulu de présenter un projet de loi. Le gouvernement a élaboré le programme législatif à l'intention du Parlement; c'est lui qui présente les mesures et non l'opposition. Pourquoi ne l'avons-nous pas encore étudié?

• (1650)

Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir eu l'occasion de parler de cette question aujourd'hui, car il est temps que les Canadiens sachent qui est coupable. Le gouvernement actuel parle de direction.

L'hon. M. Dinsdale: Quelle blague!

M. Danforth: Ils ne peuvent même pas faire un discours s'il n'a pas été écrit par un de leurs fonctionnaires. Quelle genre de direction est-ce?

L'hon. M. Basford: Comment sont vos chercheurs?